



www.lopinion.tg

Récépissé N°0149/14/03/01/HAAC

Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'information générales, d'analyses et de publicité / N° 704 du 1er Mars 2021 / Prix : 250 FCFA

VINCENT BOLLORÉ ET SON HÉGÉMONIE
SUR LES PORTS OUEST AFRICAINS :

Le Togo, la Guinée Conakry, les bouches émissaires ?

P.3

COVID-19/ CAMPAGNE DE VACCINATION :

**Le Prof Mijiyawa
explique
et rassure**



ETABLISSEMENT DE NAISSANCE ET DE
NATIONALITÉ AUX ÉLÈVES DÉMUNIS :
L'OTR joue sa partition

P.6 | CAMPAGNE "UN ÉLÈVE
UNE IDENTITÉ"

LUNDI 22 FÉVRIER 2021
CÉRÉMONIE DE LANCEMENT À SAKA

LOCALITÉ	DATE	PROFIL	PROFIL
SAKA	22 FÉV	0941	1791
BOUSSOU	23 FÉV	0942	1882
BOUSSOU	24 FÉV	0943	1794
ALABAPAKÉ	25 FÉV	0944	1884
AKA	27 FÉV	0945	1794
TSÉVÉ	21 MARS	0946	1791
TSÉVÉ	22 MARS	0947	1791

ECONOMIE INFORMELLE :

**Le gouvernement étend la
couverture sociale aux acteurs**



Covid-19/ Campagne de vaccination :

Le Prof Mijiyawa explique et rassure

Le Togo dans l'initiative de lutte contre le coronavirus, a opté tout comme les autres pays du monde entier pour le choix du vaccin. Une initiative qui permettra d'éviter des pertes s'élevant à 375 milliards de dollars US dans l'économie mondiale, chaque mois. L'accès mondial et équitable à un vaccin, protégera en particulier les agents de santé et les personnes qui encourent le plus grand risque de contracter la maladie.

Ce qui constituera dans les prochains jours l'unique moyen d'atténuer l'impact de la pandémie en santé publique et au niveau économique. Mais pour y arriver à ce stade, le gouvernement par le biais du Professeur Moustafa Mijiyawa ministre de la Santé de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins ne cesse de multiplier des campagnes de sensibilisation à l'endroit du personnel soignant.

Ainsi dans une note d'information en date du 16 février 2021 à l'intention du personnel de santé au Togo, le Professeur Moustafa Mijiyawa a eu à donner des détails sur ladite campagne de vaccination contre la Covid-19 qui se profile à l'horizon. Aussi, est-il revenu



Prof Moustafa Mijiyawa, ministre de la Santé

sur les objectifs visés par cette campagne, les personnes cibles, la stratégie vaccinale et les précautions à prendre.

La pandémie mondiale a déjà causé des centaines de milliers de décès et perturbé la vie de milliards de personnes. Outre une réduction du nombre tragique de décès et une maîtrise de la pandémie, l'introduction d'un vaccin reste l'option prioritaire dans presque tous les pays du monde entier. Pour faire face à la pandémie liée au COVID-19, le Togo, tout comme les autres pays de la sous-région a adhéré à la plateforme COVAX en juillet 2020 et participe activement aux discussions sur le processus de développement et d'acquisition du vaccin afin de protéger ses populations.

Ainsi donc le Togo a été

retenue pour recevoir ce vaccin et c'est dans ce cadre qu'il organise cette campagne. Cette campagne qui vise deux objectifs. D'abord, diminuer la charge de la maladie au nouveau Coronavirus, en prévenant notamment les cas graves et les décès et par conséquent, réduire la surcharge hospitalière et ensuite réduire les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire dans le pays. Pour cette étape de la lutte contre le coronavirus qui débutera dès l'arrivée des doses, seul les personnes dites "vulnérables" seront prise en compte en premier lieu.

Il s'agit du personnel de santé de première ligne, des personnes âgées de 50 ans et plus et les personnes qui présentent des maladies chroniques comme l'hyper-

tension artérielle, le diabète, le VIH, le cancer, l'insuffisance rénale chronique, etc. Le personnel soignant étant dans la première loge, il est important pour le ministre de la Santé de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins d'aller vers ces derniers pour échanger avec eux.

Choix du personnel soignant

Le ministre à travers ces propos leur a fait savoir que ce choix est une stratégie qui vise non seulement à les protéger des formes graves, mais aussi à maintenir leur capacité du système de santé et améliorer l'adhésion au sein de la communauté. C'était également une occasion pour lui de leur dire combien de dose de vaccin chaque personne va recevoir.

Dose de vaccin à recevoir

Sur le déroulement de la vaccination, il est établi selon le ministre, que chaque personne cible reçoive deux doses de vaccin. La première dose se fera par injection intramusculaire dans le bras et la seconde, interviendra après un délai de trois à quatre semaines. Pour les personnes malades qui pré-

senteront de la fièvre, ou un mauvais état général, il leur a précisé que ces derniers ne pourront être vaccinés. Mais ils peuvent recevoir leurs doses de vaccin après guérison. C'est vrai qu'après toute vaccination, il arrive que l'on puisse ressentir les effets secondaires. Le Professeur Moustafa Mijiyawa n'a pas manqué d'évoquer cet aspect qui concerne les effets secondaires que peuvent présenter ce vaccin.

Effets indésirables

Sur les effets secondaires du vaccin, le ministre rassure qu'à ce jour, les effets indésirables observés avec les vaccins anti-Covid-19 sont presque les mêmes effets habituellement observés avec les autres vaccins classiques. Mais néanmoins, il a quand même fait cas de certains effets qui peuvent subvenir après injection.

Les effets attendus selon le ministre, sont entre autres, des douleurs modérées, rougeur, démangeaisons passagères et gonflements, une fièvre passagère (1/10 des personnes vaccinées), sensation de fatigue (1 personne sur 2), les céphalées (2 personnes/5), frissons, douleurs musculaires et articulaires (1/5), diarrhées (1/12). En ce qui concerne les effets inattendus, le ministre fait savoir que les vaccins contre la Covid-19 peuvent entraîner chez 1 personne sur 100 000 vaccinées, des allergies sévères.

En termes de précautions, les autorités sanitaires informent que toute personne vaccinée doit être suivie au moins pendant 15 minutes. Il faudrait noter selon les scientifiques qu'aucun effet indésirable post vaccinal grave n'a été observé déjà dans les pays où cette étape de vaccination a commencé. Les médicaments tels que le paracétamol peuvent selon ces mêmes scientifiques être administrés pour la douleur ou la fièvre après la vaccination si nécessaire.

Elom



CAMPAGNE "UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ"

LUNDI 22 FÉVRIER 2021
CÉRÉMONIE DE LANCEMENT A KARA

LOCALITÉ	DATE	HORAIRE	
KARA	22 FEV	09H	17H
	23 FEV	09H	15H
SOKODÉ	24 FEV	09H	17H
	25 FEV	09H	15H
ATAKPAMÉ	26 FEV	09H	17H
ANIÉ	27 FEV	09H	17H
TSÉVIÉ	01 MARS	09H	17H
	02 MARS	09H	17H





JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME EDITION 2021

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Vincent Bolloré et son hégémonie sur les ports ouest africains : Le Togo, la Guinée Conakry, les boucs émissaires ?

Depuis quelques jours, une affaire qu'il est convenu d'appeler "affaire Bolloré" défraie la chronique en France nourrissant une polémique qui fait état d'un financement en 2010 de la campagne de Faure Gnassingbé alors candidat à la présidentielle. Une enveloppe de 250.000.000 de FCFA est avancée comme étant la contribution du milliardaire français pour faciliter la réélection du candidat Faure. Les juges Français soutiennent que Bolloré avait payé cette somme afin d'obtenir des contrats et avantages fiscaux sur le Port Autonome de Lomé. Il se dit par la suite qu'en toute connaissance de cause, Bolloré plaiderait coupable en vue d'adoucir les sentences. Les réseaux sociaux en ont fait comme à leur habitude leur chou gras créant un flou dans l'opinion.

Il se raconte que, devant le Tribunal de Paris, Vincent Bolloré et ses collaborateurs auraient reconnu une série de faits qui leur étaient reprochés et seraient prêts pour un accord avec la justice afin d'échapper à un procès. Mais la présidente du tribunal Isabelle Prévost-Deprez refuserait cette démarche au motif que les faits allégués porteraient atteinte à la souveraineté du Togo.

Au demeurant, il est nécessaire de faire remarquer que cette affaire remonte à 2010 et ne concerne en rien l'État togolais. Tout porte à comprendre qu'il s'agit là d'un règlement de compte entre Français transporté de façon insidieuse au Togo.

A Lomé, c'est la sérénité totale et l'État se dit être prêt à répondre s'il advenait qu'on le saisisse.

L'affaire fait actuellement grand bruit en France et continue de pointer le doigt accusateur sur le Togo et la Guinée Conakry. Mais le paradoxe, c'est l'acharnement contre le Togo qu'on semble finalement faire pas-



Le milliardaire français, Vincent Bolloré

ser pour la grande proie. Doit-on penser à un montage judiciaire à des fins inavouées contre le pays de Faure Gnassingbé ?

A voir clair pour la Guinée et le Togo, Bolloré voulait se

faire reconduire au Togo où il est solidement installé puisque bénéficiant d'une présence sur appel d'offres, tandis qu'en Guinée, une société a dû être expulsée manu militari pour lui céder

la place.

Enfin, tout observateur avisé se doit de se poser la légitime question de savoir, pourquoi parle-t-on de la présence de Bolloré dans 10 ports et qu'on ne pointe du

doigt que le Togo et la Guinée ? N'est-ce pas une insulte à l'intelligence du Togo que de dire qu'une contribution de 250 000 000 de FCFA, suffirait pour céder une concession qui ferait des centaines de milliards ? Bolloré se serait-il substitué aux Togolais dans les urnes pour accorder la victoire à celui que les citoyens avaient librement voté ?

Les Togolais qui ont élu Faure Gnassingbé n'accepteront à jamais une telle machination. Si on veut bien régler des comptes, qu'on ficelle bien les cordes et qu'on les règle en laissant les africains à l'écart.

Tchagnao

Phase 2 du PASSCO, de l'eau potable dans la Kara et les Savanes :

Victoire Tomégah-Dogbé lance les travaux

Le 26 février dernier, Mme Victoire Tomégah-Dogbé a procédé au lancement officiel de la deuxième phase du projet d'amélioration des conditions sanitaires en milieu scolaire et rural des régions de la Kara et des Savanes (PASSCO 2). Une bonne nouvelle pour les populations de ces localités. Le gouvernement renforce leur accès à l'eau potable.

C'est à Kounsogou (3km de Dapaong, Tône), que Mme le premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a officiellement lancé les travaux de la phase 2 de ce Projet en présence de l'ambassadrice de France et du directeur pays de l'AFD.

Financés à hauteur de 6,58 milliards FCFA, ces travaux consisteront en la



réalisation de 400 nouveaux forages dans les deux régions (200 par région), et également la réhabilitation de 200 anciens (100 par région). Il est également prévu la construction de 200 latrines modernes (100 par région) dans les écoles et

localités rurales. Pour le gouvernement, l'objectif est de faire passer le taux de couverture à l'eau potable en milieu rural de 77% à 85% dans la Kara, et de 67% à 72% dans les Savanes.

A cet effet, le ministre chargé de l'eau et de l'hy-

draulique villageoise, Bolidja Tiem a rappelé que près de 300 000 personnes bénéficieront directement des ouvrages. Il a aussi précisé que cela contribuera également à réduire le taux des maladies hydriques.

LA REDACTION



ZLECAF :

Le nouveau SG salue l'engagement de Faure Gnassingbé

En visite de travail à Lomé, le 26 février 2021, Monsieur Wankale Mene, nouveau Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) s'est entretenu avec le Président de la République, Faure Gnassingbé.



Le nouveau SG de la ZLECAF

Au menu des échanges, les deux personnalités ont abordé des sujets liés à la situation de la ZLECAF et les questions de développement industriel et commercial du

continent. Le nouveau SG de la ZLECAF a indiqué avoir discuté avec le Chef de l'Etat des priorités de l'industrialisation du continent africain et des besoins pour l'Afrique d'accélérer son développement industriel

pour lui permettre de sortir de la pauvreté.

" Nous avons également évoqué l'implication des femmes et des jeunes dans le développement du commerce sur le continent", a-t-il souligné. Il n'a pas manqué de saluer l'implication personnelle du Président Faure Gnassingbé dans la mise en œuvre de l'accord établissant cette zone d'échanges commerciaux et son entrée en vigueur.

Le nouveau Secrétaire

Général de la ZLECAF s'est félicité des progrès réalisés ces dernières années par le Togo en matière de facilitation du commerce, de construction du hub logistique et d'infrastructures portuaires, des réalisations qui font du pays un modèle sur le continent. Le gouvernement a mis dans ses priorités sur le plan africain, la politique de Zone de Libre Echange Continental africain.

Nouvelle Opinion

Interpellation de 65 individus, saisi des effets militaires et des stupéfiants à Katanga : Une opération pour lutter contre la criminalité dans la zone

Dans le souci de procéder à des opérations de lutte et de prévention de la criminalité, les forces de défense et de sécurité ont fait une descente samedi 27 février dernier, à Katanga. Un village de pêcheurs situé en zone portuaire et qui est comme la zone la plus dangereuse de la capitale en matière de criminalité. Cette descente a eu lieu suite à une réquisition du Procureur de la République du tribunal de première instance de Lomé. Réquisition qui est parvenue au Ministre de la Sécurité et de la



Des éléments de la Police nationale (Photo archives)

Protection Civile, Général Yark Damehane le 26 février 2021.

Cette opération de contrôle et de perquisitions

Général Yark Damehane, a permis d'interpeller 65 personnes dont quatre femmes, un individu recherché par la police pour braquage, un repris de justice et de saisir divers objets compromettants à savoir : dix-huit coupe-coupe, trois pieds-de-biche, deux rouleaux de câble électrique, un groupe électrogène, des effets militaires et des produits de stupéfiants : cannabis, poudre blanche suspecte, etc. pour le ministre de la Sécurité et de la Protection Civile ces opérations qui sont

conduites à travers des actions de contrôles et des perquisitions dans le respect des textes en vigueur, visent à assurer la quiétude et la tranquillité des populations ainsi que la sécurité de leurs biens dans le but d'anticiper la commission, de tout acte délictueux.

Suite à cette descente, le ministre Yark Damehane a rappelé que toutes ces personnes interpellées ont été confiées à la Gendarmerie nationale pour identification et enquête approfondie à toutes fins utiles.

Kodjovi

MINUSMA

Marguerite Gnakadé à Dakar et Maganawè à Bamako pour encourager les troupes

Sous l'autorité avisée du président de la République, Chef suprême des armées Faure Gnassingbé, la ministre des armées Marguerite Gnakadé s'est rendue vendredi 26 février 2021 auprès des casques bleus togolais blessés le 10 février dans une attaque contre leur base à Douentza au Mali et hospitalisés dans un hôpital à Dakar.

Malheureusement selon les informations, l'un d'eux, le capitaine Wodjo Bigulinibe a succombé quelques jours

plus tard de ses blessures et son corps est déjà en instance de transfert pour Lomé.

De l'autre côté, le chef d'état-major des Forces armées togolaises (FAT) le général Dadja Manganawè, était auprès du contingent togolais sur la base de Douentza (Mali).

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali est une opération de maintien de la paix des Nations unies au Mali. Elle intervient dans le cadre de



Les soldats togolais de la MINUSMA

la guerre au Mali et est la composante principale de l'intervention militaire au Mali. Le Togo y participe

avec plus de 1000 hommes et femmes.

Lynda Dalikou

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel:91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroine Tchagnao
 Dalikou Lynda A.

Imprimerie:

Direct Sprint

Tirage :

2.000 exemplaires

Economie informelle :

Le gouvernement engagé à assurer la couverture sociale aux acteurs

Le Togo dans sa quête vers le développement, ne cesse de toucher du doigt les réalités des travailleurs qui apportent un plus à l'économie nationale. Le mieux-être partagé par tous, constitue de nos jours une préoccupation du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. C'est dans ce sens que d'importants projets ont été réalisés par le gouvernement au plan social.

Aujourd'hui encore, les choses se précisent avec le projet d'appui à l'extension de la sécurité sociale qui a été lancé le jeudi 25 février dernier à l'endroit des acteurs de l'économie informelle. Projet prioritaire de la feuille de route gouvernementale 2020-2025, qui couvre essentiellement l'assurance maladie et la pension vieillesse au profit des travailleurs du secteur privé notamment, les acteurs culturels, les ministres de culte et les artisans.

Pour cette cérémonie qui a eu lieu à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), on notait la présence du Ministre de la Fonction Publique, de l'Emploi et du Dialogue social Gilbert Bawara, du Directeur Général de la CNSS, Mme Ingrid Awadé, du Chargé des Affaires de l'Union Européenne au Togo, Sergio MARINELLI, du

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo, Damien Mama, et de la Représentante Résidente du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), Dr Aissata Ba Sidibe.

Le secteur informel contribue pour une part importante à l'essor de l'économie nationale et emploie une forte proportion d'hommes, de femmes et de jeunes. Raison pour laquelle il est important pour le gouvernement togolais de leur assurer des meilleures conditions de vie. D'où le lancement de ce projet d'appui à l'extension de la sécurité sociale.

Un projet qui traduit l'axe 3 du Plan National de Développement (PND/2018-2022), et qui s'inscrit non seulement dans la composante 2 du Programme phare thématique mondial de l'Union Européenne, du Bureau International du Travail, de l'UNICEF et la Coalition Mondiale pour les socles de protection sociale, mais également dans le Programme par pays de promotion du Travail décent signé entre l'exécutif togolais et le BIT en septembre 2018 pour la période 2019-2022.

A son lancement, le ministre Gilbert Bawara a, dans ses explications, signifié qu'il est de la volonté politique du gouvernement à bâtir une nouvelle forme de pro-



Mme Ingrid Awadé, DG de la CNSS.

tection sociale qui doit assurer à tous les ménages, les conditions idoines d'une vie décente et d'une sécurité matérielle suffisante permettant de faire face aux vulnérabilités et aux fragilités liées à la maladie, à la vieillesse, à l'invalidité et au chômage.... Par rapport à ce projet, nombreux sont ces gens qui voudraient en savoir davantage sur ses véritables ambitions dans le futur.

Les ambitions du projet d'appui à l'extension de la sécurité sociale

Selon l'UE, 97% des travailleurs du secteur informel ne bénéficient pas la couverture sociale au Togo. Ce projet va permettre à trois millions et demi (3,34 millions) dont 52,7% des femmes du secteur privé de bénéficier de l'assurance maladie et l'assurance vieillesse.

Ainsi, ce projet à travers ses ambitions, veut apporter

dans un délai d'un an, le développement d'une base de données nécessaire pour la détermination des paramètres techniques et financiers. Paramètres qui permettront l'élaboration de produits de sécurité sociale convenables et accessibles aux travailleurs de l'économie informelle.

Il permettra également selon les explications du ministre, un renforcement du système d'information et une adaptation de l'architecture institutionnelle facilitant l'immatriculation de ces travailleurs ainsi que l'acheminement des prestations.

De même, ce projet renforcera les capacités des services techniques publics, des institutions de la sécurité sociale, des partenaires sociaux ainsi que celles des organisations représentatives de l'économie informelle. Tout ceci, dans le but de faciliter le consensus autour des options d'extension de la sécurité sociale en garantissant l'adéquation et l'ac-

cessibilité des prestations, assurant la viabilité et le développement du régime général de la sécurité sociale.

Au demeurant, ce lancement a amené le directeur général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), Mme Ingrid Awadé, de féliciter tout un chacun pour les avancées enregistrées jusqu'à cette étape. Des avancées qui ne pourront être réalisées sans l'appui indéfectible des partenaires tels que le Bureau International du Travail (BIT) l'Union Européenne.

Le directeur général de la CNSS a également profité de l'occasion pour saluer l'implication personnelle du chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour qui la protection sociale reste l'une des priorités.

Pour cette étape de lancement du projet d'appui à l'extension de la sécurité sociale le chargé aux affaires de l'Union Européenne s'est réjoui de l'initiative auquel son organisation apporte une adhésion totale. Une occasion pour l'UE de saluer l'engagement du gouvernement togolais dans le social. Un engagement qui selon le chargé aux affaires sera soutenu par son institution pour la prospérité des populations.

Kodjovi



Mme Ingrid Awadé, DG CNSS et le ministre Gilbert Bawara.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

MANIFESTATIONS DE LA MALADIE À CORONAVIRUS

EN PRÉSENCE DE L'UN DE CES SIGNES

FIÈVRE TOUX DIFFICULTÉS À RESPIRER

Appel Gratuit | Contactez le numéro Vert 111 | 24h/24h

NUMÉRO VERT 111

Etablissement de naissance et de nationalité aux élèves démunis :

L'OTR joue sa partition

Le 8 mars prochain, il sera célébré sur le plan international, la journée des droits de la femme. Comme tous les ans, l'Office Togolais des Recettes (OTR) ne rate pas l'occasion de respecter la tradition. Mais pour cette année qui est marquée par la pandémie de coronavirus, l'évènement sera marqué par le lancement de la campagne " Un élève, Une identité " qui a débuté le 22 février pour prendre fin le 02 mars 2021.

A travers cette initiative l'OTR entend jouer pleinement son rôle dans la promotion des droits des enfants et de faciliter la vie aux parents démunis.

CAMPAGNE "UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ"

LUNDI 22 FÉVRIER 2021
CÉRÉMONIE DE LANCEMENT A KARA

LOCALITÉ	DATE	HORAIRE	
KARA	22 FEV	09H	17H
	23 FEV	09H	15H
SOKODÉ	24 FEV	09H	17H
	25 FEV	09H	15H
ATAKPAMÉ	26 FEV	09H	17H
ANIÉ	27 FEV	09H	17H
TSÉVIÉ	01 MARS	09H	17H
	02 MARS	09H	17H



OTR JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME ÉDITION 2021 **FEDERER POUR BATIR** www.otr.tg

Le thème retenu cette année est : " Leadership féminin : Pour un futur égalitaire dans le monde de la Covid-19 ".

Un thème qui montre l'impact positif de la gente féminine dans la crise sanitaire due au Covid-19.

Cette gente féminine est partie du constat que nombreux sont les enfants qui vivent sans identité c'est-à-dire qui n'ont pas d'acte de naissance et de certificat de nationalité.

Un manque qui leur cause pas mal de problème au

cours de leur parcours surtout pendant les périodes d'examen de même que ceux qui continuent par fréquenter.

C'est dans le souci d'aider les enfants à éviter ces genres de problèmes, que l'OTR a lancé la campagne " Un élève, Une identité ". Campagne qui se déroulera dans les villes de Kara, Sokodé, Atakpamé, Anié et Tsévié. 200 enfants par région seront pris en compte. Ce projet consistera à octroyer à plus d'un millier d'enfants des cinq régions du Togo des documents d'identités : actes de naissance et certificats de nationalité. Lancée le 22 février dernier

au lycée de Kouméa dans la préfecture de la Kozah, la campagne qui se fera sur toute l'étendue du territoire national, permettra aux responsables de l'OTR surtout à la gente féminine de remettre ces enfants qui vivent sans identité dans leurs droits.

Saluée par plusieurs personnes, cette campagne permettra aux parents et surtout aux mamans issues des milieux défavorisés, d'assurer sans grande peine à leurs progénitures leur droit à l'identité et contribuer ainsi à la facilitation de leur cursus scolaire.

Elom



NOUVEAU

La vraie **LAGER** de tradition allemande

DJAMA LAGER
La tradition allemande brassée au Togo

Eau • Malt • Houblon

sans sucre ajouté

*Prix de vente maximum conseillé

33cl 300f* 50cl 500f*

Avec DJAMA, on est ensemble ! **SNB**

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

ÉTHIOPIE: Nouvelle pression américaine face à la situation au Tigré

Les femmes pleurent les victimes d'un " massacre " attribué aux soldats érythréens dans le village de Dengolat, au nord de Mekele, la capitale du Tigré, le 26 février 2021.



Les femmes pleurent les victimes

La pression américaine s'accroît sur l'Éthiopie au sujet de la guerre au Tigré. Alors que plusieurs enquêtes et des témoignages ont récemment fait état d'atrocités, de massacres et de violations des droits de l'homme, les États-Unis appellent une nouvelle fois le gouvernement éthiopien à cesser les hostilités dans la province du nord du pays. Le secrétaire d'État Antony Blinken demande une réponse régionale pour résoudre le conflit.

La nouvelle administration Biden multiplie les mises en garde à l'attention d'Addis-Abeba ces dernières semaines. Il y a dix jours, elle confirmait la suspension d'un peu moins de 300 millions de dol-

lars d'aides en raison de la situation politique dans le pays.

Dans une déclaration samedi, Antony Blinken a rappelé ses demandes précédentes : cessation des hostilités, facilitation de l'aide humanitaire et retrait des troupes érythréennes du Tigré.

Mais le nouveau secrétaire d'État s'attarde sur " les violations extrêmement sérieuses des droits de l'homme ", les " exécutions sommaires ", les " viols ".

En effet, depuis la parution de plusieurs enquêtes, notam-

ment d'Amnesty International et de Human Rights Watch, la communauté internationale s'inquiète de massacres à grande échelle dans la province.

Nouveauté cependant, Antony Blinken demande à l'Union africaine de s'engager auprès des États-Unis pour une résolution du conflit. L'organisation continentale est muette depuis le rejet de sa tentative de médiation par le Premier ministre Abiy Ahmed fin novembre.

Source : rfi.fr



HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL
ET DE LA COMMUNICATION
HAAC

République Togolaise
Travail-Liberté-Patrie

COMMUNIQUE N° 05/HAAC/2021/P

Depuis bientôt une année, le Togo, comme tous les pays frappés par la pandémie du COVID 19, s'est engagé dans une lutte sans merci contre ce fléau afin d'en limiter la propagation et, partant, préserver la santé des populations de nos villes et campagnes.

Dans cette lutte, les médias ont eu à jouer et continuent de jouer, aux côtés des autres structures, notamment la Coordination nationale de gestion de la riposte au COVID 19, un rôle important dans la sensibilisation des populations sur les mesures barrières à observer.

La HAAC tient à renouveler ses félicitations à tous les médias écrits, audiovisuels et en ligne pour cette implication citoyenne et les invite à redoubler d'efforts dans le cadre de la nouvelle phase de campagne relative à la vaccination contre le COVID 19.

Toutefois, la HAAC a eu à constater que des médias, notamment les radios et télévisions, dans le souci d'informer les populations, organisent des émissions d'information ou de débats auxquelles prennent part des personnes ne relevant pas des secteurs de la santé et qui, de ce fait, ne maîtrisent pas les réalités de la maladie et les mesures de prévention et de traitement. Ce faisant le risque de diffuser des informations inexactes ou de reprendre simplement des fake news devient si grand que les émissions constituent des plateformes de désinformation et de démobilisation des populations dans la lutte contre le COVID 19.

Afin d'éviter de tels dérapages, la HAAC demande aux chaînes de radios et de télévisions, sur l'ensemble du territoire national, d'inclure obligatoirement dans la liste des invités à toutes les émissions sur le COVID 19, des membres de la Coordination nationale de gestion de la riposte au COVID 19 ou de ses démembrés sur l'ensemble du territoire national.

La HAAC exhorte les organes de presse audiovisuels, écrits et en ligne au respect de cette recommandation à laquelle elle attache du prix et qui répond au souci de l'équilibre dans le traitement de l'information.

Fait à Lomé, le 25 février 2021

Le Président



Pitalounani TELOU

Souvenez-vous dans vos prières de:



Édouard Édodzi Kwami AWUKLU

Géomètre Topographe Agréé
Ancien Maire de la Ville de Kpalimé
Ancien Gérant de TEXACO - Kpalimé
rappelé à Dieu le 21-12-2020 à Kpalimé

PROGRAMME

Jeudi 11 Mars 2021

18h00 : Veillée de prière et de chant en l'Eglise Catholique, paroisse Saint Raphaël de Kpélé Adéta

Vendredi 12 Mars 2021

18h00 : Veillée de prière et de chant en l'Eglise Catholique, paroisse Saint - Esprit de Kpalimé

Samedi 13 Mars 2021

09h00 : Messe d'enterrement en la même Église suivi d'inhumation au cimetière de Kpalimé

Dimanche 14 Mars 2021

06h30 : Messe d'action de grâce en la même Église

Maison mortuaire : maison AWUKLU, adjacent à l'hôtel Cristal, quartier Agbassiandivinu



OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Payez vos **Impôts** en **ligne**

via <https://e-services.otr.tg/>





POUR LA **ST VALENTIN**, LAISSEZ-VOUS SÉDUIRE !

OFFREZ-VOUS LE **XIAOMI MI 10 LITE** **5G**

1 Terminal



+

60Go

à **299 000 F CFA**



Processeur Octa-Core
Snapdragon 765G 5G



Frontale : 16MP HD
Dorsale : 48+8+2MP 4K
Auto Focus Flash



128Go ROM
6Go RAM



4160 mAh
Batterie robuste
Charge ultra rapide



Double SIM



NFC
Compatible Google Pay

Promo du 08 au 28 Février 2021. Inclus Forfait Data de 15000 F (60Go valable 30 jours).